

Présidentielle 2027, un risque de dispersion mortifère

di Michel Noblecourt

A un an de l'élection présidentielle, sur fond de graves crises internationales, la scène politique française est dans le brouillard. De l'extrême droite à la gauche radicale, on recense près de 30 candidatures potentielles, quand en 2022 on n'en comptait finalement que 12, le record ayant été atteint en 2002 avec 16 postulants. Officiellement, seuls deux candidats sont aujourd'hui sur les rangs : Bruno Retailleau, investi le 19 avril par les adhérents du parti Les Républicains (LR), et l'ancien premier ministre Edouard Philippe (Horizons), conforté par sa réélection au second tour des municipales comme maire du Havre.

A douze mois de l'échéance, les sondages sur les intentions de vote sont à observer avec prudence, tant l'histoire a montré qu'ils étaient souvent éloignés de la configuration finale. D'ici là, avec ou sans primaires, incertaines à droite comme à gauche, le paysage va s'éclaircir, sachant que le ticket d'entrée pour le second tour risque d'être plus bas qu'à l'accoutumée, autour de 15 % au lieu de 20 %. Une telle avalanche de candidatures risque de s'avérer mortifère et d'aboutir à un duel entre les « champions » du Rassemblement national (RN) et de La France insoumise (LFI).

A droite, l'équation s'annonce très complexe. Bruno Retailleau veut incarner une rupture avec le macronisme, alors qu'il a été pendant plus d'un an ministre d'Emmanuel Macron. Bas dans les sondages, il parie sur un croisement des courbes qui lui permettrait, à l'automne, de passer devant Edouard Philippe. Et de faire oublier le score calamiteux de Valérie Pécresse en 2022 (4,78 %). Une perspective d'autant plus aléatoire que son camp est très fracturé. Xavier Bertrand, le président du conseil régional des Hauts-de-France, se comporte en électron libre et n'a pas renoncé à concourir. David Lisnard, le maire de Cannes, a quitté LR pour se lancer dans la compétition. Laurent Wauquiez se poste toujours en embuscade. Et l'éphémère premier

ministre Michel Barnier juge qu'il a les qualités requises pour être président de la République.

Ambitions au grand jour

Pour ce qui reste du « bloc central », qui n'est plus ni un bloc ni central, les ambitions apparaissent au grand jour. L'ancien premier ministre Gabriel Attal, secrétaire général de Renaissance, libéré d'Emmanuel Macron avec lequel il a rompu lors de la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024, est prêt à affronter Edouard Philippe. Il vient de publier une esquisse de programme dans son livre *En homme libre* (Editions de l'Observatoire, 300 pages, 22 euros) et semble bien décidé à aller jusqu'au bout. Entre les deux anciens premiers ministres, Gérard Darmanin, garde des sceaux et dernier grognard du président, se garde bien de dévoiler son jeu.

De son côté, la gauche offre l'image d'un long tunnel qui risque de déboucher sur une impasse. Une primaire, aux modalités encore floues, est annoncée pour le 11 octobre pour départager Olivier Faure – le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), qui, de plus en plus contesté, n'est pas suivi par son parti –, la cheffe des Ecologistes, Marine Tondelier, les anciens « insoumis » Clémentine Autain, François Ruffin et Alexis Corbière. Ses chances d'aboutir sont de plus en plus faibles. Boris Vallaud, le patron des députés socialistes, ne cache pas son opposition à cette primaire, sans abattre toutes ses cartes. Jérôme Guedj, député PS de l'Essonne, affiche la même hostilité et s'est déclaré candidat sans être investi par son parti. Le sénateur écologiste Yannick Jadot et Karim Bouamrane, le maire PS de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), pourraient se joindre à la mêlée.

A moins que MM. Vallaud, Guedj, Jadot et Bouamrane rejoignent une coalition, qui se cherche encore, ouvertement réformiste et résolument hostile à LFI et surtout à Jean-Luc Mélenchon. Raphaël Glucksmann (Place publique), qui a une bonne tenue dans les sondages mais peine à percer, rêve d'une fédération regroupant plusieurs forces sociales-démocrates. L'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve, qui a quitté le PS et fondé une « Convention » avec le Parti radical de gauche, se dit « *prêt à être candidat en 2027* ». Même Manuel Valls y songe. Ils pourraient être départagés par François Hollande, qui veut faire de son expérience internationale un atout pour tenter

de retrouver une crédibilité. L'ancien président de la République multiplie ses contacts à gauche et au centre et se prépare à ciel ouvert.

Secrétaire national du Parti communiste français, Fabien Roussel ne s'interdit pas de se présenter à nouveau, tandis que Nathalie Arthaud a sauté le pas pour Lutte ouvrière. Le Nouveau Parti anticapitaliste, qui s'est scindé en deux, pourrait avoir deux candidats. Et, dans ce panorama, Dominique de Villepin tisse sa toile. L'ancien premier ministre a fait un retour à grands bruits, fort de l'image positive à gauche de son discours aux Nations unies, en 2003, contre l'intervention américaine en Irak, faisant oublier à ce stade le sévère revers que les syndicats lui ont infligé en bloquant, en 2006, le contrat première embauche dont il avait été l'artisan.

Sauf envolée encore hypothétique d'Edouard Philippe ou de François Hollande, le second tour de l'élection présidentielle risque de se jouer entre Jean-Luc Mélenchon, qui bat pourtant des records d'impopularité, et probablement Jordan Bardella, le président du RN, si Marine Le Pen, comme l'extrême droite semble s'y résigner, est condamnée en appel, le 7 juillet, à l'inéligibilité. Lionel Jospin, qui, jusqu'à la fin de sa vie, a rêvé d'une renaissance, sous d'autres formes, de la « gauche plurielle » – dont la dispersion à la présidentielle de 2002 a pourtant conduit à sa mise à l'écart du pouvoir –, n'aurait pas aimé un tel scénario. Pour la troisième présidentielle d'affilée, la gauche serait privée d'accéder à l'Élysée. Ce serait, pour elle comme pour la droite républicaine, le retour de la machine à perdre.